

CLÔTURE DU COLLOQUE

INTERNATIONAL

M'HAMED BOUKHOBZA

Réflexions autour
de la promotion
de l'élite

Le premier colloque international, M'hamed Boukhobza, a pris fin hier après deux jours de travaux. Et au-delà de l'hommage rendu à cet illustre chercheur, cette rencontre a permis aux participants de soulever la problématique de la valorisation de la recherche sociologique algérienne mais également celle de la marginalisation de l'élite. Prenant exemple, sur le livre de M'hamed Benkhobza sur les événements d'octobre 1988, *Octobre 1988 : évolution ou rupture* qui établit un diagnostic profond sur cette sombre page de l'histoire de l'Algérie, Omar Lardjane, sociologue à l'université d'Alger a, dans son intervention, qualifié ce livre de «texte précurseur».

Il a estimé à ce propos que les dangers appréhendés par cette étude n'avaient pas été pris en compte. M'hamed Boukhobza avait en effet mis en garde contre la montée de l'islamisme et ses interactions avec la politique en prenant en compte le côté sociologique de ce phénomène. Le défunt a, de son vivant, œuvré pour la promotion de l'élite dans tous les domaines.

Il considérerait que les deux élites politique et scientifique devraient travailler en symbiose pour asseoir une véritable démocratie et un Etat moderne. De son côté, Claudine Chaulet, sociologue à l'université d'Alger, regrette l'absence d'études et d'analyses sociologiques pertinentes en Algérie ces dernières années. Après la période Boumediène, «on a beaucoup parlé, mais très peu fait» dira-t-elle.

Prenant l'exemple du plan national de développement agricole, Claudine Chaulet se demande «pour qui l'on plante des pommiers, si l'écrasante majorité des Algériens ne peut s'en procurer vu la cherté du fruit». Chose que réfute un cadre du Centre national d'études et d'analyses appliquées (Ceneap) selon lequel une douzaine d'études ont été réalisées par le centre dans plusieurs domaines socioéconomiques notamment.

«Et c'est à ceux qui veulent exploiter les données d'aller les chercher auprès de ces structures» poursuit-il.

Lotfi M.

L'AMBASSADEUR DE FRANCE EN ALGÉRIE AU SUJET DES MASSACRES DU 8 MAI 1945 :

«Le temps de la dénégaration est terminé»

Le président français qui effectuait en décembre dernier une visite en Algérie avait qualifié d'«impardonnables» les massacres du 8 mai 1945. L'ambassadeur d'Algérie en France fait mieux.

Nawa Imes - Alger (Le Soir) - Dans un discours prononcé hier à l'université de Guelma, Bernard Bajolet a indiqué que «le temps de la dénégaration est terminé» et appelé la France à faire «sa part de chemin» pour pouvoir atteindre des relations plus «apaisées avec l'Algérie». Sans pour autant évoquer la question si controversée de la repentance, l'ambassadeur a indiqué que «ces journées ont fait insulte aux principes fondateurs de la République française et marqué son histoire d'une tache indélébile. La France n'entend pas, n'entend plus, les occulter. Le temps de la dénégaration est terminé». Il estime à ce titre que le travail de mémoire doit être fait des deux côtés de la Méditerranée indiquant qu'«il faut que la mémoire soit partagée et que l'histoire soit écrite à deux, par les historiens français et algériens. La France doit faire

sa part de chemin, la plus grande, sans aucun doute, car c'est elle qui détenait l'autorité, mais elle ne peut pas la faire toute seule. Il faut que les tabous sautent, des deux côtés, et que les vérités révélées fassent place aux faits avérés» ajoutant que «la connaissance et la reconnaissance du passé ne doivent pas accaparer seules notre attention, mais elles peuvent nous aider, Français et Algériens, à mieux aborder, ensemble et fraternellement, l'avenir que nos jeunes sont en droit d'espérer. Eux, qui n'ont pas connu les déchirements du passé mais doivent savoir à quels excès peuvent mener l'aveuglement et l'oubli des valeurs humaines fondamentales». Commentant les événements du 8 mai 1945, l'ambassadeur de France a fait savoir que «alors que les Algériens fêtaient dans tous le pays, au côté des Européens, la



Bernard Bajolet.

victoire sur le nazisme, à laquelle ils avaient pris une large part, d'épouvantables massacres ont eu lieu à Sétif, Guelma et Kherrata. Ce déchaînement de folie meurtrière, dans lequel les autorités françaises de l'époque ont eu une très lourde responsabilité, a fait des milliers de victimes innocentes, presque toutes algériennes». Pour Bajolet, ce qui s'est passé à l'époque, n'honore pas la France, reconnaissant que «si pour l'essentiel, les faits

sont aujourd'hui connus, du travail reste à faire, entre autres pour déterminer le nombre exact des victimes et l'enchaînement précis des événements» affirmant que «l'acte de responsabilité des deux ennemis d'hier est de porter plus haut un message d'entente, de concorde et d'amitié. Pour bâtir un avenir porteur de richesses et d'échanges, il faut en finir avec la dénégaration des injustices, des fautes et des crimes du passé, mais aussi avec les

simplismes, les exagérations, le manichéisme ou l'affrontement des mémoires exploité, d'un côté comme de l'autre, à des fins politiques. Rien de positif pour l'avenir des deux pays ne sera bâti sur la rancœur et l'amertume, car il est plus facile de réveiller les douleurs que de les calmer». L'ambassadeur reste cependant confiant quant à l'avenir, «ce qui a été réussi en Europe peut l'être aussi en Méditerranée. Il revient aux générations actuelles d'achever la réconciliation entre ceux qui se sont battus hier pour ouvrir aux plus jeunes un avenir de partage et de prospérité». Pour rappel, le président de la République avait dans un discours d'une rare virulence exigé que la France reconnaisse sa responsabilité dans les massacres du 8 mai 45, ce à quoi le président français avait répondu que la France officielle ne s'excuserait jamais, préférant proposer de tourner la page et de se consacrer à un partenariat «débarrassé» des écueils du passé. N. I.

IL PROMET DES MOYENS COLOSSAUX POUR Y ARRIVER

Le plan anti-fraude de Benbouzid

Dans une tentative de redorer le blason de l'examen du baccalauréat, le ministre de l'Education promet de mobiliser «les moyens de l'Etat» pour traquer les tricheurs.

Se déclarant soucieux de «crédibiliser» les épreuves, Benbouzid a affirmé hier sur les ondes de la Chaîne III que son département a pris la décision de nommer au niveau de chaque centre d'examen, trois observateurs chargés de transmettre au ministère la moindre tentative de fraude. Benbouzid veut une session non entachée des scandales récurrents qui refont surface chaque année et dit tout mettre en œuvre pour la réussite et la bonne tenue des examens et parle de moyens exceptionnels pour une «organisation sans faille» qui a nécessité la mobilisation de 500 000 personnes pour les trois paliers et pas moins de

430 milliards de centimes. Hormis le volet purement matériel, le ministre s'est voulu, hier, rassurant, indiquant que les lycées n'avaient aucune raison de s'inquiéter puisque les épreuves ne concerneront que les cours dispensés en classe.

A cet égard, Benbouzid présidera le 12 mai prochain, une conférence nationale qui couronnera le travail des différentes commissions installées à travers le pays et chargées de faire une évaluation de l'état d'avancement des cours dans les wilayas.

C'est à partir de ces conclusions que l'Office des examens tracera sa feuille de route et rédigera les sujets d'examen.

Interrogé au sujet de la réforme du système éducatif, l'invité de la Chaîne III n'a pas caché sa satisfaction, reconnaissant au passage certains couacs, notamment en ce qui concerne l'introduction des langues étrangères au niveau du cursus primaire. L'introduction du français en deuxième année puis sa suppression en est le plus parfait exemple, une décision que le ministre justifie par la jeunesse du pays, reconnaissant un manque cruel d'enseignants en français.

Près de 10 000 élèves sont en effet privés de cet enseignement, ce qui représente 1,6 % du total des enfants scolarisés.

Il s'agit notamment d'élèves scolarisés en dehors des grandes agglomérations où, en dépit de l'existence de postes budgés-

taires, les enseignants sont loin de se bousculer pour les pourvoir, tandis qu'à Alger, il existe trois demandes pour un poste. Au sujet de la surcharge des classes, Benbouzid a indiqué que la réception de 1 100 CEM et de 15 000 salles de classe permettra d'alléger la pression sur certains établissements qui pourraient voir le nombre d'élèves passer de 45 à 32 par classe. Ceux du moyen, promet le ministre, seront avant fin décembre tous dotés de l'outil informatique. Ils ne sont actuellement que 30% à l'être tandis que le cycle du primaire risque de ne jamais être concerné vu que ces établissements sont du ressort des APC qui n'ont évidemment pas les moyens de le faire. N. I.

PROFITANT DE LA CÉLÉBRATION DU CINQUANTENAIRE DE LA CONFÉRENCE DE TANGER

Habib Benyahia appelle à la tenue urgente d'un sommet de l'UMA

Le secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe a appelé, hier, à la tenue «dans les plus brefs délais» d'un sommet des chefs d'Etat maghrébines.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Nous souhaitons que les conditions soient réunies pour la tenue du 7^e sommet des chefs d'Etat maghrébines dans les plus brefs délais», a notamment déclaré Habib Benyahia à l'occasion de la célébration du 50^e anniversaire de la Conférence de Tanger.

Le secrétaire général de l'UMA a lancé cet appel devant les représentants des partis politiques maro-

caïn, algérien, tunisien, libyen et mauritanien qui participent à cette commémoration.

Abdelaziz Belkhadem, chef du gouvernement, est présent à Tanger en qualité de secrétaire général du Front de libération nationale.

Habib Benyahia a estimé que le Maghreb affronte une série de défis : «Le développement durable, la sécurité alimentaire et la lutte contre l'extrémisme et le ter-



Habib Benyahia.

rorisme, deux phénomènes maghrébines, connus étrangers aux sociétés pour leur ouverture, leur

modération et leur aspiration à la prospérité». La célébration du cinquantenaire de cette conférence a été l'occasion d'échange d'amabilités entre les responsables politiques algérien et marocain.

Selon l'AFP, Abdelaziz Belkhadem, chef du gouvernement, présent à Tanger en qualité de secrétaire général du FLN, «a souhaité (...) que la commémoration du cinquantenaire de la réunion de Tanger de 1958 puisse contribuer à consolider l'UMA, en vue de la réalisation de ses objectifs». «La présence de

M. Belkhadem à Tanger est un honneur. Nous souhaitons que l'UMA se concrétise», a déclaré pour sa part Abbas El Fassi, le Premier ministre marocain, rapporte également l'agence française. Rappelons que le dernier sommet des chefs d'Etats de l'Union du Maghreb arabe, le sixième depuis la création de cette organisation, s'est tenu en avril 1994 à Tunis.

L'organisation d'un septième sommet a été reportée à deux reprises : en 2002 à Alger et en 2005 à Tripoli.

T. H.